

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21556 - 80ÈME ANNÉE

Le candidat du PCR sur la liste « Gauche unie pour le monde du travail » au débat télévisé sur les élections européennes

Un projet réunionnais pour « redonner confiance à la population »

Lors du débat télévisé du 30 mai sur Réunion Première, Ary Yée-Chong-Tchi-Kan a souligné l'importance pour les Réunionnais de travailler ensemble à rédiger un projet « pour remettre de l'ordre dans ce pays » et « redonner confiance à la population » compte tenu d'une situation « hors-normes » et du contexte marqué par la crise climatique, l'extension à 2 millions de kilomètres carrés du domaine maritime de la République de Maurice, de l'absence de transparence sur la formation des prix abusifs à La Réunion. Le PCR a obtenu que le droit des Réunionnais à un projet accompagné par l'Europe et par Paris figure dans le programme de la liste « Gauche unie pour le monde du travail ». « Je vous demande de faire confiance à cette liste sur laquelle je suis. Prenez un bulletin Léon Deffontaines, vous pliez, vous mettez dans l'enveloppe et vous glissez dans l'urne », a-t-il conclu.

Réunion Première organisait hier soir un débat télévisé sur les élections européennes. Quatre candidats étaient présents : Ary Yée-Chong-Tchi-Kan du PCR sur la liste « Gauche unie pour le monde du travail », Martine Nourry (Les Écologistes), Christophe Estève de Place Publique sur la liste « Réveiller l'Europe » du PS, et Marie-Luce Brasier-Clain (Extrême droite française dite RN ex-FN). Par ailleurs, deux autres invités parlaient au nom de listes qui n'avaient pas missionné de candidat pour participer au débat : Alexis Chausalet (Parti Pour La Réunion) représentait la liste de La France insoumise et Michel Vergoz (Mouvement politique trait d'union) défendait les intérêts de la liste de la mouvance présidentielle, « Besoin d'Europe ». LR avait décliné l'invitation.

Ancrer le débat dans le peuple en partant de ses besoins

En préambule, le candidat du PCR a souligné que



Léon Deffontaines qui conduit la liste propose d'ancrer le débat dans le peuple en partant des besoins de la population. C'est pour cela que Léon Deffontaines évoque les prix : « il faut revenir à la vie de tous les jours », précisa Ary Yée-Chong-Tchi-Kan, « la gauche est mal en point depuis un moment, il faut retrouver un ancrage auprès de la population ».

Le candidat du PCR a ajouté que « l'électeur vote en fonction de ses problèmes et de sa manière de voir. Quand la facture d'électricité augmente de 44 % et qu'à La Réunion je suis le seul à avoir mené une campagne sur ce sujet, et qu'il n'y a pas de prise de conscience des partis et responsables politiques, même les médias n'ont pas fait le nécessaire. 44 % d'augmentation du prix de l'électricité, si cela ne mobilise pas les gens, qu'est-ce que vous faites ? ». Il a également rappelé que Réunion Première avait fait un reportage sur l'augmentation du prix de l'électricité et l'importance de passer au solaire photovoltaïque.

Le projet réunionnais

Ary Yée-Chong-Tchi-Kan a tout d'abord souligné la nécessité de faire le bilan et de prendre en compte l'évolution de la situation. Il a évoqué la crise clima-

tique illustrée par des températures de plus de 50 degrés en Inde et des inondations à Dubaï. Ce sont autant de phénomènes qui peuvent arriver à La Réunion. Le candidat des communistes réunionnais a rappelé que la République de Maurice, à 200 kilomètres de La Réunion, va agrandir son domaine maritime de 645 000 kilomètres carrés. C'est une superficie supérieure à celle de la France. Au total, la souveraineté de Maurice s'étendra sur 2 millions de kilomètres carrés. Devant l'évolution de la situation, le PCR a obtenu que le projet réunionnais soit soutenu par la liste « Gauche unie pour le monde du travail ». « Ce projet réunionnais devra être accompagné par l'Europe et par Paris », a-t-il ajouté. En attendant, il est important de se mettre tous autour de la table pour discuter du projet. Ary Yée-Chong-Tchi-Kan estima qu'il est possible de rédiger un projet d'ici la fin de l'année si toutes les bonnes volontés sont réunies.

Il a également souligné une autre proposition du PCR prise en compte par la liste « Gauche unie pour le monde du travail » : la participation de Réunionnais aux négociations des accords commerciaux entre nos voisins et l'Union européenne.

Promouvoir les échanges entre jeunes de La Réunion, de notre région et d'Europe

Il fut ensuite question de la jeunesse. Le candidat du PCR répondit à une question de Samuel Rivière, un jeune chef d'entreprise, au sujet du partage des cultures dans l'Union européenne. « Il faut que chaque culture se réapproprie des moyens et ses forces pour pouvoir échanger afin de ne pas être étouffée. Il faut que La Réunion lé en lèr », a répondu Ary Yée-Chong-Tchi-Kan. Il évoqua le maloya, inscrit par l'UNESCO sur la liste du Patrimoine immatériel de l'humanité : « il faut que le maloya soit entendu partout dans l'Union européenne ». « Ces échanges sont très importants à l'intérieur de l'espace européen mais aussi avec nos voisins qui ne sont pas membres de l'Union européenne », ajouta-t-il, « car, ce sont nos cousins, ce sont les jeunes les plus

proches. Les jeunes doivent échanger ».

Prix : pas de TVA en Guyane, pourquoi la TVA à La Réunion ?

Les candidats et les portes-paroles débattirent ensuite de la question du pouvoir d'achat. Ary Yée-Chong-Tchi-Kan évoqua la création de l'Observatoire des Prix et des Revenus par un amendement d'Elie Hoarau. Mais le décret d'application mit 10 ans à être publié, et il vida la loi de sa substance. Or, il est important de savoir comment se forment les prix à La Réunion, a-t-il expliqué, ajoutant que l'impact de la TVA ne doit pas être négligé. La TVA augmente les factures d'eau et d'électricité, alors que l'octroi de mer ne taxe pas ces produits de première nécessité. Le candidat du PCR a noté que la TVA n'existe pas en Guyane, pourquoi la TVA n'est-elle pas supprimée à La Réunion, a-t-il interrogé. « Le monde politique doit se mettre autour de la table pour redonner confiance à la population », a-t-il conclu à ce sujet.

« Prenez un bulletin Léon Deffontaines et vous glissez dans l'urne »

Les participants du débat furent alors invités à conclure. Ary Yée-Chong-Tchi-Kan déclara : « je suis candidat sur une liste dirigée par un jeune de 28 ans, et qui mène une campagne exemplaire sur tout le territoire français. Ici ma mission est de l'aider à avoir des voix. Je m'adresse aux Réunionnaises et aux Réunionnais : il faut un projet réunionnais pour remettre de l'ordre dans ce pays. En 2013 on a dit que La Réunion est un pays hors-normes, alors il faut de nouvelles normes. Je vous demande de faire confiance à cette liste sur laquelle je suis. Prenez un bulletin Léon Deffontaines, vous pliez, vous mettez dans l'enveloppe et vous glissez dans l'urne ».

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Le Mouvement réunionnais pour la Paix soutient la manifestation du 1er juin à Saint-Pierre organisée par le « Collectif Vive la Palestine »

« À quand la reconnaissance de l'État palestinien par la France ? »

Le Mouvement réunionnais pour la Paix, sous la signature de sa présidente Julie Pontalba, interpelle le président de la République pour que Paris reconnaisse l'État palestinien comme viennent de le faire trois États européens : Espagne, Irlande et Norvège. 146 membres de l'ONU sur 193 ont déjà reconnu l'État de Palestine. Le Mouvement réunionnais pour la Paix répond également à l'appel du « Collectif Vive la Palestine » qui organisera ce 1er juin à Saint-Pierre une manifestation pour un cessez-le-feu à Gaza et l'arrêt de la colonisation de la Palestine.

Le Mouvement Réunionnais Pour la Paix a été fondé à la suite d'un rassemblement en soutien à la Palestine, le 2 juin 2018. A l'époque, au kiosque du Barachois, nous étions une cinquantaine de personnes à manifester. Nous avons adopté un texte pour demander au président français Emmanuel Macron de ne pas recevoir le premier ministre israélien B. Netanyahu. Une délégation a remis la lettre à la Préfecture (photo ci-jointe).

Le temps nous a donné raison. En effet, le 20 mai 2024, la Cour Pénale Internationale (CPI) a émis un mandat d'arrêt international contre le Premier ministre israélien pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ni la France, ni aucun État membre ne pourra recevoir ce personnage.

Le Président français a soutenu la CPI mais va-t-il en tirer les conséquences ? Ses homologues européens d'Espagne, d'Irlande et la Norvège ont emboîté le pas et montré le chemin. Ils reconnaissent le droit pour les Palestiniens de vivre dans un État souverain, intégré à l'ONU. Quelques jours auparavant, le 10 mai, l'Assemblée Générale de l'ONU avait voté, par une écrasante majorité, une nouvelle résolution en faveur de l'admission de l'État de Palestine en tant que membre de plein droit de l'ONU. C'est un message très fort. La situation coloniale, injuste et dramatique que vit le peuple palestinien depuis près de 80 ans n'est plus tolérée.

Notre mouvement demande au président français de suivre l'exemple de ces pays de l'Union européenne. Sur 193 États membres de l'ONU, 146 ont déjà recon-

Manifestation pour la Paix : lettre ouverte au Président de la République

Palestine et Chagos : « La place de la France est aux côtés des victimes, pas des bourreaux ! »



Une délégation a remis samedi le courrier adressé au président de la République à la préfecture.

Samedi a eu lieu un rassemblement pour la paix à Saint-Denis. Après les interventions de Julie Pontalba, de Daniela Schussler, présidente de l'association Réunion-Palestine et d'Olivier Barcouët, leader du Groupe Réfugiés Chagos, la manifestation pour la paix s'est conclue par la lecture par Jean-Pierre Marchoux d'une lettre adressée au président de la République. Le courrier du Mouvement réunionnais pour la paix demandait au chef de l'État de ne pas recevoir Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, en raison des atrocités commises par l'armée israélienne sous les ordres de son gouvernement. Elle appelait aussi Emmanuel Macron à prendre parti pour les Chagossiens dans l'affaire qui a été portée devant la Cour de justice internationale, pour que soit condamnée le gouverne-

ment britannique pour avoir déporté le peuple chagossien et parce que les Chagossiens sont toujours interdits de revenir vivre aux Chagos.

« Monsieur le Président de la République,

Nous sommes réunis ce samedi 2 juin 2018, à Saint-Denis de La Réunion, dans le cadre d'une Manifestation pour la Paix, en solidarité avec les peuples Palestiniens et Chagossiens. Leur malheur nous est très, très connu et nous les soutenons sans faille et soutien du respect du droit international.

Nous apprenons que le Premier Ministre d'Israël s'apprête à venir en France à l'occasion de la « saison France-Israël 2018 ». Cette visite intervient après les bombardements et le massacre de nombreux civils palestiniens par l'armée israélienne, elle intervient aussi avec l'extension des colonies de peuplement et le transfert de frontières des États-Unis à Jérusalem.

Une telle visite constitue une insulte aux Droits de l'Homme et du Citoyen dont la France est censée être la patrie. C'est pour nous une provocation et une offense à la mémoire de toutes celles et ceux qui sont tombés ou dans les armes posées pour défendre les libertés.

Dans ce contexte, nous nous associons pleinement au mouvement qui proteste contre sa venue. Nous vous demandons donc de ne pas recevoir le "bourreau de Gaza". Nous ne pouvons accepter cette collaboration d'État à État entre la France et Israël. Nous ne pouvons accepter la banalisation d'un régime colonial bakraoui les droits de l'Homme et les conser-

nu un État Palestinien. La solution à deux États ouvre la voie vers la Paix. Les avancées sont grandes et la France doit aider à accélérer le pas.

Comme nous l'avons fait, il y a 6 ans, nous écrirons à nouveau au président de la République afin de lui demander, de reconnaître l'État palestinien.

Pour accentuer cette revendication pour la paix, répondons positivement à l'appel lancé par le « Collectif Vive la Palestine ». Rendez-vous, ce samedi 1er juin, de 14 heures à 17 heures, à Saint Pierre. Soyons nombreux pour exiger La Paix et pour demander que La France reconnaisse, elle aussi, l'État de Palestine.

Julie Pontalba
pour le Mouvement réunionnais
pour la Paix

Oté

Sobatzkoz dann télé Rényon Promyèr

Lo 9 juin konm bann léktèr Témoignages i koné dopi plizyèr somenn nora in zélékssion éropéène. Yèr soir dann télé Rényon Promyèr la roganiz in sobatzkoz dsu lo zélékssion — pou sak i konétre pa la kanpagn lé rouvèr dopi lo 27 mé ziska lo vote dimansh 9 juin.

Konm na poin tête dé list issi La Rényon mé néna dessèrtin kandida dsi bann list banna té invité pou sobatzkozé : l'avé sis zinvité. Ary té lo roprézan la list Léon Deffontaine — li lé trézyèm dsi la liste « la gauche unie pour le monde du travail ». L'avé sis zinvité pou débata dsi la késtyon La Rényon épi l'Érop, in sizé intéressan.

Sak lété in pé étonan sé ké Rényon Promyèr ki pran la pène roganiz in déba la konporte ali konmsi li téi vé favoriz lo parti labstanssion — plizyèr sékanss té la amontr soidizan pèrssone lé pa la avèk sa... mé lé pa promyèr foi ni romarke la télé piblik souvan dé foi i fé lo vèr konmsa mi panss pou amontr son lorizinalité san danzé. Anfin mi oi sa konmsa sirtou kan zélékssion i ariv.

Noute roprézantan lo kamarade Ary la anparl Noute sityassion issi La Rényon é plizyèr foi li invite toulmoune pou rode par nou mèm la solission bann gran problèm noute pèp rényoné konm lo shomaj, la vi shèr, lo maldévelopman, noute lanvironeman ménassé, lo réshofman klimatik é pou li sé ansanm ni doi trouv lo bann solission k'i konvien a nou é pou défann sa dann l'Érop épi La franss.

Lé domaz pèrssone anparmi bann zinvité lété intéressé pou lo travaye ansanm. Mé afors afors i fodra bien ni pass par la. Sé konmsi in pé i soussyé pa tro lo prézan épi l'avnir noute péi épi noute pèp osinonsa pa zordi pa domin, lo révèye lé riskab d'ète dir.

A bon antandèr salu !

Justin